

58 - Transfert des biens du Collège Louis et Auguste Lumière en pleine propriété au profit du Département du Doubs, 12, rue d'Alsace

M. l'Adjoint LOYAT, Rapporteur : L'article 79 de la loi 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, qui complète notamment l'article L 214-7 du Code de l'Education, prévoit que les biens immobiliers des collèges appartenant à une commune peuvent être transférés en pleine propriété au Département, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties.

Lorsque le Département effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande, et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe, salaire ou honoraires.

La Ville de Besançon est propriétaire de l'ensemble immobilier occupé par le Collège Louis et Auguste Lumière, édifié sur des parcelles, en cours de numérotation au cadastre (section AH), sises 12, rue d'Alsace d'une contenance totale de 4 611 m².

En application des lois de décentralisation de 1983 concernant les répartitions de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat, la Ville de Besançon a mis à disposition du Département du Doubs le Collège Louis et Auguste Lumière (procès-verbal du 5 juillet 1985).

Depuis 1992, le Département du Doubs a réalisé d'importants travaux de réhabilitation/ extension (évalués à environ 14 000 000 €). Dès lors, afin que le Département du Doubs acquière la pleine propriété de l'ensemble immobilier concerné, il a été décidé d'engager le processus de transfert de biens.

Les deux collectivités ont convenu de régulariser ce transfert à titre gratuit par le biais d'un acte administratif bilatéral. Cet acte contiendra une clause prévoyant la réintégration du bien dans le patrimoine communal, à titre gratuit et après accord de la commune, au cas où les constructions ne seraient plus affectées à des activités d'enseignement. Le Département s'engage à transcrire cette obligation dans tout acte conclu avec d'éventuels acquéreurs ou gestionnaires.

La propriété communale cédée est enregistrée à l'inventaire comptable sous le numéro Bat-B30103.

Propositions

Le Conseil Municipal est invité à :

- se prononcer favorablement sur le transfert des biens du Collège Louis et Auguste Lumière à titre gratuit et aux conditions ci-dessus énoncées,

- autoriser M. le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer l'acte à intervenir.

«M. LE MAIRE : Je rappelle qu'on a transféré de la même manière les biens des lycées».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 3, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'adopter les propositions du Rapporteur.

Récépissé préfectoral du 19 novembre 2012.